



HALTE À LA RÉPRESSION CONTRE LES LYCÉEN.NE.S NON À LA CRIMINALISATION DE L'ACTION SYNDICALE

Depuis des semaines, une mobilisation massive de lycéens soutenus par les enseignants avec leurs organisations syndicales se développe contre les conséquences de la réforme du baccalauréat et plus particulièrement contre les épreuves d'« E3C » qui doivent être organisées localement et où les notes obtenues compteront à hauteur de 30 % de la note finale du bac.

La désorganisation des épreuves et les inégalités qui en résultent provoquent parmi la masse des lycéens un rejet complet des épreuves d'« E3C » au point de refuser de composer et d'organiser des blocages pacifiques de leur établissement.

Leur mobilisation est légitime !

En face, les réponses sont inadmissibles, qu'il s'agisse de la menace de sanctions administratives (conseil de discipline) et du recours aux forces de l'ordre (comme à Rennes, Bordeaux, Nantes et en Région parisienne...). Dans certains lycées, des représentants des forces de l'ordre ont été diligentés devant les salles de classe pour veiller à ce que les élèves planchent et ne sortent pas avant la fin des épreuves ! L'intrusion de policiers dans l'enceinte des Lycées, les charges et les gazages des lycéen.ne.s, suivis parfois d'arrestations de lycéen.ne.s sont inacceptables !

Cette répression n'est pas sans rappeler l'extrême violence qui s'est exercée lors du mouvement lycéen de la fin de l'année 2018, dont la terrible séquence, à Mantes la Jolie, de lycéen.ne.s agenouillé.e.s et mis.e.s en joue.

La participation à des actions de blocage pour rejeter une réforme ne peut en aucun cas justifier que des lycéen.ne.s soient emmené.e.s menoté.e.s dans un commissariat de police, fouillé.e.s, interrogé.e.s durant 36 heures. C'est pourtant ce qui est arrivé notamment à 3 lycéens du lycée Ravel de Paris et à 6 du lycée Eiffel à Gagny. Certains ont même été déférés pour une mise en examen immédiate après leur garde-à-vue. C'est intolérable.

Les Unions régionales CGT, FO, Solidaires et FSU, avec l'UNL et l'UNEF, soutiennent la mobilisation des lycéen.ne.s et tiennent à dénoncer fermement toute forme d'autoritarisme institutionnel. Elles condamnent la répression policière ainsi que l'instrumentalisation de la justice qui s'exerce à leur rencontre et qui n'est qu'une criminalisation de l'action syndicale, au même titre que les arrestations tous azimuts de syndicalistes et de grévistes qui se multiplient depuis des semaines.

Elles demandent que la première session d'E3C soit annulée et le retour à un baccalauréat évalué par des épreuves terminales, nationales et anonymes, garant d'une véritable égalité entre tous/tes les élèves et d'un examen national, premier grade universitaire, qui aura la même valeur pour tous/tes.